

Halte au génocide des Palestiniens !

Dans quelques mois, nous pourrions déclarer que nous avons gagné. Gaza sera totalement détruite... La population de Gaza sera concentrée au sud du corridor de Morag. Le reste du territoire sera vide... Les citoyens de Gaza seront concentrés dans le sud. Ils seront totalement désespérés, comprendront qu'il n'y a plus d'espoir ni rien à attendre de ce territoire, et chercheront à se relocaliser pour commencer une nouvelle vie ailleurs. (Smotrich, ministre des finances d'Israël, 6 mai)

Le fasciste Smotrich ne fait que dire tout haut la signification du plan approuvé à l'unanimité par le cabinet de sécurité israélien le 4 mars. Ce plan prévoit un renforcement de l'offensive militaire dans la bande de Gaza à partir de la mi-mai. Depuis le 18 mars, méthodiquement, l'armée israélienne chasse la population gazaouie et la parque dans des zones morcelées. Déjà, environ 70 % du territoire de la bande de Gaza sous contrôle de l'armée et interdits aux Palestiniens. Depuis le 18 mars, 2 545 Palestiniens ont été tués dans la bande de Gaza, portant le total à 52 653 morts et 6 856 ont été blessés portant le total à 118 897. La quasi-totalité des infrastructures, hôpitaux, écoles, usines électriques, de dessalement de l'eau, etc. sont détruites, la population est bombardée en permanence, l'aide humanitaire a été complètement bloquée depuis le 2 mars, des nourrissons meurent maintenant de faim.

Mais le cynisme des dirigeants sioniste est à son comble. Il y a encore quelques jours, les autorités israéliennes affirmaient qu'il y avait encore à Gaza de quoi nourrir la population pour 6 mois, en dépit des alertes lancées par toutes les ONG et de l'UNRWA (ONU) qui a dénoncé le 22 avril « *la punition collective infligée aux deux millions de civils affamés et pris au piège dans l'enclave* ». Ainsi Zarka, l'ambassadeur d'Israël en France, ose-t-il prétendre au journal télévisé de France 2 du 7 mai « *on laisse passer la plupart de l'aide...* ». Pour Netanyahu et son gouvernement, il s'agit ni plus ni moins désormais d'occuper et de contrôler toute la bande de Gaza de manière permanente, de massacrer les civils et de contraindre les survivants à l'exil. Le plan israélien prévoit également que l'armée prendra le contrôle de toute distribution éventuelle de l'aide humanitaire afin d'en faire un moyen de pression supplémentaire pour s'asservir la population.

Le 8 mai, la police israélienne a fermé 6 écoles palestiniennes gérées par l'UNRWA à Jérusalem Est, privant 900 enfants de leurs classes. Les racistes poursuivent la colonisation de la Cisjordanie avec l'appui de l'armée sioniste.

Dans le même temps, Israël poursuit ses opérations militaires au sud Liban, où au moins 71 civils ont été tués depuis le cessez-le-feu du 27 novembre 2024. En Syrie, où l'armée israélienne occupe le Golan en toute illégalité, de nouvelles frappes aériennes ont eu lieu contre des installations militaires et jusqu'aux abords du palais présidentiel à Da-

mas. Israël prétend défendre les droits de la minorité druze, en proie, comme les autres minorités en Syrie, à des exactions venant des partisans islamistes du nouveau régime. En réalité, c'est un prétexte pour tenter de justifier le droit qu'Israël s'est arrogé d'intervenir dans les États voisins comme bon lui semble.

L'entreprise génocidaire du gouvernement sioniste commence à susciter des refus chez les soldats réservistes israéliens, qui dénoncent les crimes de guerre commis à Gaza et rejettent leur mobilisation. Le 10 avril, près de 1 000 réservistes de l'armée de l'air ont publié une lettre ouverte exigeant un accord sur les otages qui mettrait fin à la guerre, rejoints par des centaines de réservistes de la marine et de l'unité 8200, l'unité d'élite des services de renseignement. L'épuration ethnique embarrasse les soutiens les plus fervents d'Israël. Il ne s'agit nullement, pour les dirigeants impérialistes, d'imposer quoi que ce soit à Israël, par exemple en cessant de lui livrer des armes et munitions, mais de se ménager une image plus présentable. Ainsi, le premier ministre a dénoncé le 7 mai « *la situation insupportable des populations civiles* ».

Mais, a-t-il ajouté, « *cette bombe a un détonateur, c'est ce qui s'est passé le 7 octobre avec un pogrome* », reprenant l'antienne du gouvernement israélien qui prétend qu'Israël ne fait que se défendre. Et quel était le détonateur du 7 octobre, Bayrou, sinon la colonisation sioniste de la Palestine ? L'ignoble épuration ethnique est ainsi justifiée comme une réponse légitime à la violence du peuple colonisé qui cherche à se libérer. Le double discours le dispute à l'hypocrisie. On verse quelques larmes de crocodiles et en même temps le gouvernement entame la procédure de dissolution de l'association Urgence Palestine qui organise des manifestations en soutien au peuple palestinien, tout comme la dissolution de la Jeune Garde antifasciste.

Front unique ouvrier pour organiser le boycott des livraisons d'armes à Israël ! Levée du blocus ! Retrait immédiat de l'armée israélienne de la bande de Gaza, de la Cisjordanie, du Liban et de la Syrie ! Bas les pattes devant le Yémen et l'Iran ! Annulation de toutes les poursuites contre les militants propalestiniens ! Levée de toute mesure de dissolution pour Urgence Palestine comme pour la Jeune Garde ! Libération de Georges Abdallah ! Libre entrée dans l'Union européenne et la France des réfugiés de Gaza !

Il n'y aura pas de paix en Palestine sans le démantèlement de l'État sioniste, sans une Palestine démocratique, multiethnique, bilingue laïque et socialiste. Pour le gouvernement ouvrier et paysan en Palestine ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient ! Voilà la perspective pour le prolétariat palestinien comme pour le prolétariat juif qui doit rompre avec le sionisme.

8 mai 2025

